BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 296-02-20

Prix: 5 F.

CCP PARIS Nº 4723 - 45Z

## LA SURVIE

Est-il une mort plus cruelle que de survivre à l'honneur» Jean-Jacques ROUSSEAU

Parce qu'il n'avait pas de projet politique, parce qu'il a sans succès essayé toutes les recettes, le régime socialiste tente désespérément, quatre ans après son installation, de se survivre à luimême par des artifices qui ne trompent personne. En substituant le scrutin proportionnel au système majoritaire, la gauche abandonne toute idée d'obtenir la majorité à l'Assemblée Nationale : c'est un aveu d'échec. En préférant au débat parlementaire la procédure des ordonnances, et particulièrement dans l'affaire néo-calédonienne, il indique tout à la fois son affolement et son goût pour

l'autoritarisme. En s'adonnant à la politique-spectacle, François Mitterrand oublie qu'il est Président de la République pour devenir le jouet d'un présentateur de talent à la mode.

Insidieusement — et semble-t-il avec quelques succès —, le pouvoir socialiste jette dans le débat ce qu'il considère comme des brûlots pour tenter de détourner l'attention des véritables problèmes qui se posent au Pays. C'est ainsi que l'extrême-droite, le racisme et la ritournelle de la cohabitation sont autant de rideaux de fumée destinés à brouiller les cartes. Aucun de ces thèmes ne résiste à l'analyse sérieuse et pourtant les journalistes arrachent des phrases qui froissent le tissu de l'opposition.

La cohabitation fait d'autant plus recette qu'elle constitue le type même de la question à poser à l'adversaire. c'est-à-dire à la gauche. Car le dilemme est simple. François Mitterrand sera-t-il oui ou non, l'otage de la droite et, en même temps, le renégat de la gauche ? Promulguera-t-il, oui ou non, les textes qui, un par un, renieront les 110 propositions de mai 1981 ? La gauche devenue opposition - exigera-t-elle, oui ou non, le départ de François Mitterrand coupable de trahir «le peuple de gauche»? Autant de questions sans réponse dans un débat qui, non seulement n'intéresse pas les Françaises et les Français, mais les irrite avant de les exaspérer. L'opposition comprendra-t-elle un jour que le seul problème qui intéresse nos concitoyens est le bilan catastrophique de la gauche et son corollaire : la volonté de l'écarter des responsabilités pour plusieurs générations.

C'est sur ces thèmes, et sur eux seuls, que doit porter notre effort car l'objectif — sans lequel rien n'est possible — est que l'U.D.F. et le R.P.R. deviennent majoritaires au printemps prochain.

L'heure n'est plus aux nuances ni aux états d'âme, mais au combat dans l'union pour le succès sans discussion de l'opposition

Qu'on n'attende pas du C.D.S. autre chose, mais sur ce point précis on peut tout lui demander dans le respect du pluralisme de l'union.

Bernard GUYOMARD Président du C.D.S. de Paris



#### DEUX ASSOCIATIONS

Nous avons déj à parlé de la société d'encouragement au Bien et de l'association «France-Outre Mer».

La première est présidée par Alain Poher. Elle tend à exalter le Bien dont on parle moins que du mal.

La seconde, qui est dirigée par plusieurs de nos amis, dont Jacques Augarde et Fernand Chaussebourg, tend à resserrer les liens entre la France et l'Outre Mer.

Des bulletins d'adhésion à ces associations sont joints à ce journal.

#### **SOMMAIRE**

Page 1 : La survie.

Page 2: Du bon usage d'un mode de scrutin.

Page 3 : Extraits de l'Homélie prononcée le 25 avril 1985 par le pasteur Emmanuel La Gravière,

Page 4 : Reconcilier - Cohabiter.

Page 5 : Un militant : René Renollaud

Page 6, : Discours prononcé par le pré-7,8,9, sident Ronald Reagan devant

10 le Parlement Européen.

Page 11: Voyage en absurdie.

Page 12 : Société d'Encouragement au Bien.

## Du bon usage d'un mode de scrutin

Louis BOUR ancien député ancien membre de la Commission du suffrage universel de l'Assemblée Nationale

Les prochaines échéances politiques en France - législatives, régionales et présidentielles - commencent à agiter le monde politique. Cette fièvre prématurée est toujours regrettable : d'une part, elle risque de lasser l'attention de nos concitoyens; d'autre part, ce n'est pas sain au plan économique car l'économie d'un pays a besoin de calme pour vivre et se développer, quelle que soit la couleur du gouvernement. Il est bon dans cette optique que le gouvernement ait décidé la simultanéité des élections législatives et régionales. Cela fera l'économie d'une période de fièvre. Il eût été souhaitable que le mandat présidentiel fût ramené à cinq ans pour que l'élection du Président de la République pût coincider avec les élections législatives. Il n'y aurait plus à résoudre le fâcheux problème de la cohabitation.

Ceci étant dit, certaines observations peuvent être faites. Tout d'abord, si l'opposition, dite parlementaire, c'est-à-dire l'ensemble de l'UDF et du RPR, veut gagner les élections législatives, ce qui n'est pas «cuit», compte tenu de la nouvelle loi électorale, il faut que ces deux formations restent très soudées, non pas seulement par un accord général de gouvernement, comme celui qui a été publié il y a peu de temps, mais aussi par des mesures strictes en matière de présentation de listes.

On a beaucoup discuté lors des dernières élections européennes, pour savoir si la liste unique, menée par Simone Veil, avait été un bien ou si, au contraire, il n'aurait pas fallu jouer du pluralisme pour «ratisser large». Il est bien possible que cette seconde attitude eût été plus efficace. Mais cela n'avait qu'une importance limitée.

Il n'en sera pas de même pour les prochaines élections législatives. Sur le fond, il s'agira du sort de la France et du genre de civilisation que nous entendons vivre; et, par ailleurs, le cadre de l'élection sera le département (ou la circonscription pour les très grands départements) et non plus l'ensemble du pays, ce qui change pas mal de choses. Suivant que «l'opposition parlementaire» présentera des listes

uniques ou jouera du pluralisme départemental, le résultat peut-être fort différent.

\* \*

Expliquons-nous: le mode de scrutin qui va nous être imposé par la volonté du prince régnant est un scrutin proportionnel avec utilisation des restes départementaux à la plus forte moyenne. C'est-àdire que, dans un département, chaque élu doit représenter les plus fortes moyennes de voix possibles — suivant les listes — de ce département: «Le Courrier de l'Ouest» en a déjà expliqué le mécanisme <sup>1</sup>. Mais reprenons un exemple.

Soit une circonscription de 4 sièges : 4 listes sont en présence qui, sur 100.000 suffrages exprimés, obtiendront les résultats suivants : opposition parlementaire (UDF – RPR), 46.000 voix <sup>2</sup>; Front républicain (socialistes et divers), 30.000 voix <sup>3</sup> Parti communiste, 14.000; Front national, 10.000.

Le quotient, c'est-à-dire le nombre de suffrages exprimés par le nombre de sièges (100.000 divisé par 4) donne 25.000.

Deux sièges sont attribués au quotient: l'un à l'opposition, l'autre au Front républicain. Il reste 2 sièges à pourvoir à la plus forte moyenne.

La moyenne de l'opposition pour 2 sièges est de 46.000 divisé par 2, soit 23.000, supérieur à la moyenne comparable des socialistes (Front républicain), soit 15.000 et supérieur aux voix du PC ou du FN. Ce 3e siège sera attribué à l'opposition.

Reste le 4e siège. La nouvelle moyenne de l'opposition, 46.000 divisé par 3, donne 15.333, supérieur aux 15.000 (moyenne pour un 2e siège) des socialistes (Front républicain) et aux voix du PC et du FN. L'opposition s'adjuge le 4e siège. Trois sièges à l'opposition, un aux socialistes, rien au PC ni au Front national, voilà le résultat de ce département.

Que se serait-il passé si le RPR et l'UDF avaient présenté chacun sa liste? Pour ne pas faire de jaloux, admettons que chaque liste ait eu 23.000 voix (infé-

rieur au quotient de 25.000). Il n'y aurait eu qu'un élu au quotient pour le Front républicain (socialistes); puis les 3 sièges restants auraient été attribués à la plus forte moyenne soit : un siège à l'UDF pour 23.000 voix, un siège au RPR pour 23.000 voix, un siège aux socialistes pour une moyenne de 15.000 voix, rien au PC ni au FN.

Par cet exemple, on voit qu'avec une liste unique, l'opposition a un siège de plus (3 au lieu de 2) qu'avec 2 listes. Le Front républicain (socialistes) n'a qu'un siège dans le premier cas, contre 2 si RPR et UDF vont séparément à la bataille. L'écart entre l'opposition et la majorité actuelle est de 2 sièges dans le premier cas, en faveur de l'opposition, zéro dans la seconde hypothèse.

Bien sûr, des résultats de ce genre ne se produiront pas dans chaque département. Mais on peut estimer qu'il y aura plus de 10 départements où cet exemple de liste unique sera valable, ce qui représente un écart d'une bonne vingtaine de députés de mieux entre l'opposition et la gauche que dans le cas où RPR et UDF auraient chacun leur liste.

Des exemples analogues pourraient être présentés pour des départements où les communistes font de bons scores (banlieue parisienne) et, dans d'autres où c'est le Front national qui peut espérer un siège (départements du Midi). Dans tous les cas, la liste qui arrive en tête est toujours avantagée par rapport aux autres quelle que soit l'importance du département, les petits comme les grands.

\* \*

Or il n'est pas certain que l'UDF et le RPR obtiennent dans l'ensemble du pays la majorité des votes des électeurs. Les proportions que j'ai imaginées dans l'exemple précédent peuvent bien être un ordre de grandeur de ce que sera le résultat final quant au nombre de suffra-

(suite page 3)

#### DU BON USAGE D'UN MODE DE SCRUTIN

(suite de la page 2)

ges exprimés dans toute la France.

Si ce résultat se transposait en nombre de députés, il n'y aurait pas de majorité possible, malgré les «finesses» du président Mitterrand.

Pour gouverner ce pays, surtout à l'approche de difficultés économiques nouvelles (ralentissement actuel de la croissance aux USA par exemple), il faut une majorité et une majorité forte. C'est là où on touche du doigt la faute grave du président Mitterrand d'avoir rejeté le scrutin majoritaire et même tout élément majoritaire, dans les projets qu'il a fait présenter par le gouvernement. Un mode de scrutin proportionnel n'est efficace pour gouverner un pays que s'il est corrigé par un élément majoritaire.

Mais les choses étant ce qu'elles sont, il faudra savoir utiliser au mieux la loi qui va être votée. Or, l'utilisation des restes à la plus forte moyenne fait intervenir — comme on l'a vu dans l'exemple donné plus haut — une comparaison de moyennes c'est-à-dire un élément majoritaire.

Pour qui veut gagner, et notamment pour l'opposition, la règle d'or est donc de former un bloc et de présenter une liste unique partout où cela permet d'arriver en tête, ou d'avoir un score qui permettra l'attribution d'un siège à la plus forte moyenne.

Mais très grave serait la responsabilité de celui ou de ceux qui diviseraient le bloc de l'opposition, en voulant profiter de la proportionnelle pour avoir des listes à sa seule couleur. Quelle que soit, par ailleurs, l'audience nationale de telle personnalité (ou de tel groupe), une telle attitude se retournerait contre son auteur. Tant pis pour lui, mais ce serait dramatique pour le sort de la France.

( Publié dans le «Courrier de l'Ouest»)

#### EXTRAITS DE L'HOMELIE PRONONCEE LE 25 AVRIL 1985

par le pasteur Emmanuel LA GRAVIERE

ancien sénateur, conseiller honoraire de l'Union française

à la messe du souvenir de l'Amicale du MRP, en l'Eglise Saint-Sulpice

Mes chers frères et soeurs,

En cet instant et en ce lieu nous commémorons, dans une même émotion et un même sentiment d'espérance, le souvenir de nos amis décédés durant les mois écoulés et aussi de tous les disparus que nous avons connus et aimés, près desquels nous avons travaillé, lutté, vécu les heures de la Libération nationale, puis de la reconstruction et de la préparation d'un temps que nous voulions meilleur.

Nous repassons dans nos esprits et dans nos coeurs bien des visages et bien des noms, aussi bien de ceux qui ont fait le don de leur vie de manière éclatante, dans un grand acte de vaillance, que de ceux qui l'ont donnée, jour après jour, dans une longue existence de devoir et d'amour renouvelé. Les uns et les autres nous ont devancé dans la patrie céleste.

Il y a quelques années, Barthélémy OTT ancien député et sénateur de la Loire et moi-même nous rendions périodiquement à Chelles, en Seine et Marne, auprès de Marcel POIMBOEUF, ancien député des Vosges et ancien conseiller de l'Union française, que beaucoup d'entre vous ont connu, pour lui témoigner notre fidèle amitié. Lors d'une de ces rencontres, Marcel Poimboeuf nous proposa de parcourir, dans cet arrondissement de Meaux, la région qui avait été, en septembre 1914, le champ de bataille où périrent d'innombrables soldats français et allemands et où fut tué Charles PEGUY.

Sur le plateau de Villeroy, dans l'immense étendue des champs, est dressé un monument à la mémoire de ceux qui tombèrent, comme l'avait prédit Péguy, dans son mémorable poème : «couchés dessus le sol, à la face de Dieu».

Là, près de ce mémorial poignant, dans le silence de ce lieu incomparable, nous voulumes, mes deux campagnons de cette heure et moi, nous recueillir et prier. Spontanément, d'un seul coeur et d'une même âme, nous élevâmes vers Dieu la prière qui unit les croyants, quelle soit leur église et même ceux qui, peut-être, pensent ne pas avoir d'église.

Quand l'apôtre Paul affirme : «le Christ est mort pour tous», notre foi estelle assez solide pour saisir réellement, dans leur force massive, ces 2 mots«pour tous»?

Pouvons nous, d'un survol audacieux, observer les foules humaines sur les routes de la Terre, pouvons nous pénétrer dans les palais et les mansardes, dans les écoles et les hôpitaux, près des berceaux et des lits d'agonie, dans les banlieues de misère ou les cités opulentes ?

Et si, selon l'apôtre, «un seul est mort pour tous», n'est ce pas un impérieux programme qu'implique un tel «credo», «afin que ceux qui vivent ne vivent plus pour eux-mêmes».

Tel était le secret de la vie des amis dont nous évoquons la mémoire et tel doit être aussi le sens de notre vie.

Vivre pour «les autres» ce n'est pas seulement pour ceux de notre cercle familial, mais pour tous les hommes dans leurs peines, leurs difficultés et leurs inquiétudes pour l'avenir.

Voilà ce que nous nous disions, en toute sincérité, en nous engageant dans l'action politique, dans la vie publique et que nous avons essayé d'atteindre.

## AMIS DÉCÉDÉS

()

René BERTHIER (Paris 18e)
Marcel DULIEU (Champigny)
Mme Joseph DUMAS (Paris)
Emmanuel FOUYET (Brest)
Auguste HEROUT (Carentan)
Mme Jean MEUNIER (Paris 3e)
Mme Pierre PFLIMLIN (Strasbourg)

#### LE LIVRE DE ROBERT BICHET

Robert Bichet, domicilié maintenant à Besançon, offre gratuitement aux anciens adhérents de la Fédération de Seine et Oise du M.R.P. 25 exemplaires de son livre:

#### «La Démocratie Chrétienne en France : Le Mouvement Républicain Populaire.»

Les intéressés sont priés de s'adresser à Roger Dobigny, 28 avenue de Blancheville 93330 NEUILLY S/ MARNE (Tél.: 308.21.49).

Les autres adhérents de l'amicale peuvent aussi s'adresser au siège de celle-ci, 21 rue Saint Augustin 75002 PARIS (Tél. : 296.02.20). Le livre est vendu au bénéfice de l'amicale au prix de 69 francs.

<sup>1-</sup> Voir N<sup>O</sup> du 4 avril 1985 du «Courrier de l'Ouest».

<sup>2 -</sup> Pour l'opposition, je verrais bien le vocable «Bloc des libertés républicaines».

<sup>3-</sup> Il y a fort à parier que, malgré les réticences actuelles du MRG, les socialistes, ne fût-ce que pour camoufler leur défaite, feront alliance avec le MRG, les écologistes et autres unions, chères à M. Stirn, qui ne réprésente guère que lui-même.

## RECONCILIER

## COHABITER

André DENIS Démocrate Socialiste Ancien député MRP

L'analyse politique d'André DENIS n'est pas celle de la plupart des membres de notre amicale, mais elle a sa place dans ce bulletin, dans lequel chacun peut s'exprimer.

Son article a en outre le mérite d'être conforme à l'un des objectifs du M.R.P., qui était de construire une République, dans laquelle «le combat serait remplacé par le débat».

Hélas les participants à un certain Congrès de Valence, au cours duquel les militants socialistes manifestèrent avec éclat leur intolérance, auraient beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre un tel objectif. Mais d'autres aussi auraient des progrès à faire . . .

Les précurseurs des chrétiens sociaux et des chrétiens démocrates s'étaient déjà manifestés tandis que Karl Marx était encore un adolescent — Lamennais, Lacordaire, Ozanam se tournaient vers le peuple, vers les travailleurs, vers les pauvres, lorsqu'en 1848 Marx et Engels publiaient le manifeste du parti communiste. Marx fondait en 1864 le 1ère internationale. En 1858, il définissait « les fondements de la critique de l'économie politique» et en 1867 rédigeait «le Capital».

Le député Lamennais, entre 48 et 49 était socialisant, polémiste virulent, il demandait un retour au christianisme, conforme au message de charité, de pauvreté, éloigné de la monarchie. Il voulait que l'Eglise rejoigne le courant populaire, défende Dieu et la liberté.

Lacordaire, qui avait participé avec Lamennais à l'édition de «L'Avenir», devient à son tour député de Marseille, fonde «l'Ere Nouvelle», qui s'affirme démocrate chrétien. Ozanam qui avait participé à «l'Ere Nouvelle» fonde Saint Vincent de Paul.

Philippe Buchez crée la revue «l'Européen», publie l'histoire de la révolution; en février 1848 il est président de l'Assemblée Nationale, croit à la fédération européenne, à la liberté, à l'égalité, à l'association ouvrière; il est critique du capitalisme et constate le lutte des classes. Il incarne la première tentative chrétienne d'un mouvement ouvrier.

Ainsi il y a concomitance entre les efforts chrétiens et les efforts matérialistes, pour rendre leur dignité aux travailleurs, pour organiser le mouvement ouvrier.

Nos précurseurs ne semblent pas hommes de droite.

Pourquoi une longue coupure et une séparation des deux courants sociaux ontelles retardé la participation massive des chrétiens au courant historique des luttes sociales, politiques, républicaines.

Il faudra qu'un grand pape, Léon XIII, ait dénoncé le scandale qui veut que «la matière sorte ennoblie de l'usine, tandis que les travailleurs en sortent dépravés», pour que soit réanimé le courant de la défense des travailleurs parmi les chrétiens.

Sans doute, toute voix ne s'était pas éteinte entre temps, même au Parlement, mais le soin d'organiser la classe ouvrière était abandonné au courant matérialiste.

Marc Sangnier, dont s'énorgueillit le MRP depuis 1945, avait fondé le Sillon et ensuite la Jeune République — Trop peu d'audience dans les masses, malgré un idéalisme débordant et une générosité sans limites. La J.O.C. et la L.O.C. amorcèrent le changement en s'intégrant au mouvement ouvrier.

C'est après qu'ils eurent participé nombreux à la Résistance française contre l'occupant que les anciens du Sillon et de l'ACJF, que les syndicalistes de la CFTC et les jeunes jocistes et jécistes acquirent droit de cité dans la République pour le compte des chrétiens.

L e grand rendez-vous historique avec la République fut, en 1945, assuré grâce au M.R.P.

Le tripartisme, c'était en fait la jonction, tardive, des forces populaires et des forces de progrès, ratée au 19e siècle, accomplie avec un siècle de retard.

Nous, membres du MRP et surtout ceux qui venaient des milieux populaires étions convaincus de trouver avec les socialistes un «modus vivendi» historique, apte à marquer la République par cette réconciliation pour le progrès, la justice, la démocratie et l'indépendance nationale.

Pourquoi, dès 1948, avons-nous dérivé vers des majorités différentes, jusqu'à lier le MRP avec la droite et jusqu'à manquer un autre grand rendez-vous historique, celui de la décolonisation par la négociation ? Mais la SFIO fit de même.

La rupture du charme entre les chrétiens et les socialistes commence à cette époque, surtout du réveil de la question scolaire — (les torts sont partagés, mais... le résultat est navrant).

Une chance s'était présentée avec l'initiative de Pierre Mendès France en 1954, le MRP majoritaire ne l'avait pas soutenue. Seuls Buron et Monteil participaient.

Préférer Guy Mollet à P.M.F. ne fut pas une bonne inspiration des socialistes et lorsque Pierre Pflimlin arriva, il était beaucoup trop tard.

Ainsi, en 1958, n'y avait-il plus un Etat assez fort et une majorité assez soudée et résolue pour poursuivre l'oeuvre de la résistance et pour sauver la 4e république, face au putsch d'Alger, fruit de toutes les irrésolutions antérieures.

L'épopée Gaullienne fut une nouvelle occasion de repli sur soi puis de disparition du MRP que rien n'a remplacé.

Depuis 1981, (l'alternance, en régime électoral majoritaire, ne permettant le changement qu'au prix de coalitions avec les extrêmes) quelques précipitations nous ont heurtés. J'ai déploré ce bipartisme redoutable . Il n'y avait plus de MRP pour faire l'équilibre.

Depuis 1983 une action sérieuse, après prise de conscience des réalités économiques et de l'état de l'opinion, a remis les choses en place, il y a certains progrès indéniables et le souci de l'indépendance s'affirme plus que jamais.

Dès lors, pourquoi, à l'orée des échéances de 1986 et de 1988, tant de hargne contre le Président de la République et contre le gouvernement de Laurent Fabius?

Le refus de toute cohabitation à priori et la prétention de contraindre le Président au retrait est anti constitutionnel.

Pourquoi faut-il que nos amis du centre voient en M. Barre un sauveur et le suivent sur ce chemin du barrage à toutes possibilités de compromis, d'aménagements, de pondérations?

Certes les socialistes n'ont ménagé personne et avaient construit un mur entre

(suite page 5)

#### RECONCILIER - COHABITER

(suite de la page 4)

la gauche et le centre.

Est ce suffisant pour refuser, en vue de 1986, tout dialogue, toute recherche de consensus national, entre démocrates?

Le retour à la proportionnelle «à dose maximale» au plan départemental, a du moins ce mérite qu'il libère chaque parti des magouilles électorales, qu'il libère chacun afin qu'il se présente tel qu'il est, tout en admettant que, faute d'une majorité pour un seul parti, il faudra négocier, entre élus responsables, sous l'arbitrage du Président de la République, au grand jour, un contrat de gouvernement. Ce contrat peut constituer la base d'une réconciliation des démocrates de toutes obédiences, tel un compromis historique nécessaire et que la France attend. Libérée des extrémismes et des aventurismes, une telle majorité assurerait à notre pays toutes les sécurités nécessaires à nos libertés, à notre indépendance. Dans un esprit nouveau et dans une solidarité nouvelle, un gouvernement de tous les français, disons les 2/3 sinon les 3/4, aurait la chance de la continuité pour faire face aux problèmes de l'heure :

- sécurité de l'Europe;
- recul du chômage;
- relance contrôlée de l'économie;
- modernisation de notre production;
- contrat de paix scolaire par le «statu quo» et poursuite de la réactualisation et du développement de l'enseignement public et de tous les moyens de formation

Pour les héritiers de Lacordaire, de Marc Sangnier et du MRP authentique de 1945 (dans toute sa diversité réunie), les termes : de droit à l'erreur, de réconciliation, de rassemblement des Démocrates ouverts au progrès, de consensus national pour l'Europe indépendante et présente au Monde, ne devraient pas présenter la moindre difficulté. Il faut déminer, il faut apaiser, il faut dialoguer.

Par ailleurs, pour les impatients candidats de 1988 par anticipation, deux ans n'est pas un si long délai — Gageons qu'un acte de sens national et qu'une plus grand l'ouverture d'esprit les qualifieraient mieux encore pour briguer la responsabilité la plus élevée.

Au pays de la diversification des pensées et des choix, le Président de la République ne peut être qu'un conciliateur et si nécessaire un réconciliateur.

#### UN MILITANT DU M.R.P.: René RENOLLAUD

La légitime et grande fierté du M.R.P. fut de compter dans ses rangs des hommes d'Etat et des parlementaires devenus le symbole du dévoument au peuple, au bien public et de l'attachement à la démocratie et aux libertés.

Il serait toutefois injuste et erroné d'oublier ce qui fut la principale caractéristique du Mouvement, à savoir la qualité de ses militants de base, l'amitié profonde qui existait entre eux, leur fidélité à leur idéal. Les liens qui subsistent encore actuellement entre de nombreux «anciens» en portent témoignage.

Au premier rang de ceux-ci je veux évoquer le souvenir de René Renollaud, qui incarna parfaitement ces qualités.

Il était né en Saintonge en 1902. Au décès de son père, pour aider sa mère à élever sa soeur et ses frères et pouvoir continuer ses études, il devint surveillant d'internat à Saint Jean d'Angély. Il devint aussitôt disciple de Marc Sangnier et avec une équipe ardente et sympathique il milita au Sillon, à l'A.C.J.F., à la Jeune République et s'avèra ensuite un excellent propagandiste de «l'Aube».

Reçu ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, il épousa en 1925 Louise Morlier, également saintongeaise et militante comme lui de l'Action catholique sociale.

Devenu Ingénieur des Ponts et chaussées, il fut successivement en poste au Sénégal, en Tunisie et enfin en Vendée, où son activité fut des plus marquantes.

Son intervention au moment du départ des occupants nazis sauva certainement la ville des Sables d'Olonne de la destruction.

Ses réalisations, ses nombreux travaux, sa compétence professionnelle et les amitiés qu'il avait su s'attacher lui firent attribuer la Légion d'Honneur, l'Ordre du Mérite, le Mérite Postal, le Mérite Agricole et le Mérite Maritime. Mais, en raison de sa grande modestie, il fallait découvrir ces récompenses, car il n'en faisait jamais part lui-même.

Avec Louis Michaud, Lionel de Tinguy, Couteau, André Dupont et moi-même, il créa la fédération de la Vendée du MRP.

Il parcourait inlassablement le département, encourageant les uns et relançant les autres.

Cinq enfants vinrent peupler ce foyer si rayonnant et si accueillant, mais qui fut douloureusement atteint en 1948 par le décès de l'épouse.

René Renollaud na se replia pas sur

lui même et chacun se souvient de lui au Comité National.

Sa haute et mince silhouette s'apercevait et ses interventions d'une voix douce et persuasive étaient toujours très écoutées.

Jusqu'au dernier jour de sa vie, il resta un apôtre et ne cessa jamais de militer pour son idéal de chrétien et de démocrate.

Il fut un fidèle disciple de Marc, qu'il a dû retrouver avec grande allégresse dans leur éternité.

Robert BRILLAUD

#### A LA MEMOIRE D'HENRI MELCHIOR (1911 - 1982)

A l'initiative de Pierre Aubry, Maire de Joinville le Pont, Conseiller Général du Val de Marne et du Conseil Municipal

UNE MESSE a été concélébrée le Mercredi 8 mai 1985 à 8 heures 30 à la mémoire de notre ami Henri Melchior ancien Combattant 1939 - 1945 ancien Vice-Président du Conseil Général de la Seine (1950 - 1959) Délégué Permanent du Secours Catholique de la Seine (1959-1974)

en l'Eglise Sainte Anne de Polangis, sa paroisse.

A l'issue de la Messe, les participants se sont rendus 23 rue Jamin où le Maire de Joinville-le-Pont, Pierre Aubry, procéda à l'inauguration d'une plaque apposée sur l'immeuble N<sup>O</sup> 23, où vécut Henri Melchior, de 1911 à 1952, puis il prononça une très belle allocution retraçant la vie toute de dévouement de notre ami, entièrement consacrée au service des autres (1).

La date du 8 mai coïncidait avec la commémoration de l'Armistice de 1945, ce qui expliquait le grand nombre d'amis qui s'étaient excusés auprès de Madame Henri Melchior. Alain Poher s'était fait représenter. Louis Lepage et Roger Dobigny représentaient l'Amicale des Anciens du M.R.P.

<sup>1-</sup> Dans le N<sup>O</sup> 2 de mai 1982 du «MRP vous parle», notre ami le Pasteur Emmanuel La Gravière avait consacré un article à Henri Melchior lors de son décès le 16 février 1982

# Discours prononcé par le PRESIDENT RONALD REAGAN

DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN, A STRASBOURG LE 8 MAI 1985

La «grande presse», fidèle à son attrait pour le sensationnel ou le scandale, a surtout retenu du voyage du président des Etats-Unis en Europe en mai dernièr, la «fameuse» visite du cimetière de Bitburg, où se trouvaient des tombes de morts «impurs». Nous pensons intéresser nos lecteurs en publiant intégralement le discours de Mr. Ronald REAGAN devant le Parlement Européen, dont la presse a peu parlé.

Ce discours, prononcé à Strasbourg 40 ans après la fin de la 2e guerre mondiale et 35 ans après la déclaration de Robert SCHUMAN, avait pourtant une haute valeur symbolique. Nos lecteurs pourront en outre apprécier le grand intérêt des idées qui y sont éloquemment exprimées.

Merci, Mesdames, Messieurs. C'est un honneur pour moi que de me trouver parmi vous auj ourd'hui.

Nous célébrons, en effet, le quarantième anniversaire de la libération de l'Europe, asservie par des tyrans qui l'avaient réduite à merci et entrainée dans une terrible guerre. Voilà quarante ans aujourd'hui que les canons se sont tus et une ère de paix s'est ouverte, la plus longue qu'ait connue le XXe siècle.

Ce jour-là, il y a quarante ans, la foule parisienne envahit les rues, les boulevards, se rassembla vers l'Arc de Triomphe de l'Etoile, pour y entonner, en plein air et d'un coeur libre, la «Marseillaise». A Rome, le carillon des cloches emplit la place Saint-Pierre et leur joyeuse musique se répandit sur toute la ville. En ce même jour, Winston Churchill parut balcon de Whitehall, et il annonça au peuple britanique : «Voici votre victoire», mais la foule, dans un élan d'amour et de gratitude, répondit dans une clameur unanime : «Non, c'est à vous que nous la devons.» Les Londoniens arrachèrent les rideaux du couvre-feu qui obscurcissaient leurs fenêtres et éclairèrent les grands monuments, témoins de leur histoire. Pour la première fois depuis près de six ans, Big Ben, le palais de Buckingham et la cathédrale Saint-Paul furent illuminés.

De l'autre côté de l'océan, cinq cent mille New-Yorkais envahissaient Times Square, riant et se congratulant devant les caméras. A Washington, notre nouveau Président, Harry Truman, convoqua la presse dans son bureau, disant : «Les drapeaux de la liberté flottent partout sur l'Europe.»

Ce même jour, je me trouvais à mon poste de la base de l'Army Air Corps, à Culver City, en Californie. En passant près d'un poste de radio, j'entendis cette annonce : «Mesdames, Messieurs, la guerre est finie en Europe.» Un frisson me parcourut, comme si un vent froid avait soufflé dans la pièce et, en dépit de la guerre qui se poursuivait pour l'Amérique, dans le Pacifique, je compris que je n'oublierais jamais cet instant.

Cette journée ne peut qu'être chargée d'émotion, car bien des souvenirs nous reviennent en mémoire et nous rappellent les joies et les peines partagées. Il y a de cela quelques semaines en Californie, un vieux soldat, les yeux remplis de larmes, disait : «C'était un monde complètement différent. Il est presque impossible de le décrire à quelqu'un qui n'a pas vécu à cette époque, mais quand on a enfin rétabli la lumière dans les villes, c'était comme une nouvelle naissance.»

S'il est malaisé de faire partager la joie de ces moments, il est tout aussi difficile de faire comprendre à ceux qui ne les ont pas connues les souffrances que l'Europe endurait alors.

Presque tout était en ruines, des villes entières avaient été détruites. Les enfants jouaient dans les décombres et devaient mendier pour survivre.

Il y a quarante ans jour pour jour, la guerre laissait derrière elle plus de 40 millions de morts et un continent dévasté. Aujourd'hui encore, nous nous demandons : comment cela a-t-il pu se produire? Comment le monde civilisé a-t-il pu en arriver là ? Malgré les innombrables ouvrages, rapports, récits et études que nous avons pu lire, nous nous posons toujours la même question.

Hannah Arendt a fait allusion à «la banalité du mal»; la banalité des hommes qui ont commis les atrocités que nous savons. L'idéologie totalitaire qu'ils prônaient les a conduits à utiliser l'Etat, qu'ils avaient divinisé, comme un instrument de guerre contre des nations pacifiques et de génocide contre des peuples innocents.

Si le mal existe, nous le savons, dans la nature humaine, les nazis l'ont institutionnalisé, lui ont donné forme et pouvoir par le biais de l'Etat et de ses exécutants. Nous savons aussi que les premières tentatives de conciliation avec les nazis ne nous ont pas épargné la guerre. Bien au contraire, elles en ont scellé la venue. L'histoire nous donne ici une leçon que nous ne devons jamais oublier.

Mais il y a aussi une autre leçon à tirer des événements de cette époque : finalement, le courage est une qualité beaucoup plus répandue qu'on ne le croit. Il s'est trouvé des femmes et des hommes ordinaires qui ont su puiser de la grandeur au plus profond d'eux-mêmes, qui ont distrait les enfants par des chansons pendant les bombardements, qui ont rejoint les rangs de la résistance et qui ont refusé de subir la tyrannie. Ce sont eux qui ont caché les juifs et les dissidents et qui sont devenus, l'espace d'un moment, les dépositaires de tout le cou-

rage de l'Occident, qu'il s'agisse d'une enfant appelée Anne Frank ou d'un héros comme Raoul Wallenberg.

Leurs noms demeureront à jamais et resteront un modèle de courage. Leur exemple, telle une lumière, a éclairé l'Europe à ses jours les plus sombres.

Qui peut oublier la période difficile de l'après-guerre? Nous ne pouvons nous empêcher de regarder en arrière et de constater que la vie renaissait alors avec une force inégalée: le sentiment de servir un grand dessein, la joie de l'effort partagé et, plus tard, l'insoutenable bonheur que la victoire nous apportait. A cette époque, l'Occident se mettait au travail et réparait les ravages de la guerre; à cette époque, l'Europe glorieuse se relevait des ruines.

Les ennemis d'hier se sont réconciliés avec la famille européenne. Et c'est ensemble que l'Europe de l'Ouest et l'Amérique ont imaginé et mis en route le plan Marshall qui devait permettre la reconstruction de ce continent dévasté. Ensemble, nous avons créé l'Alliance atlantique, qui procédait non d'intérêts étatiques passagers, mais d'idéaux partagés. Ensemble, nous avons créé l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, association visant à empêcher le retour de tyrans comme ceux qui avaient torturé l'Europe. L'OTAN a été l'aboutissement de nombreux efforts; c'était aussi quelque chose de nouveau, de très différent. Car l'Alliance puisait directement sa force dans les valeurs morales des peuples qu'elle représentait, de leurs idéaux élevés, de leur amour de la liberté, de leur attachement à la paix.

Cependant, la plus grande réussite ne se situait pas sur le plan d'une défense cohérente ou d'un succès matériel. Non, le plus grand triomphe de l'après-guerre, c'est qu'en dépit du chaos, de la misère, de la maladie et du malheur qui avaient fondu sur ce continent, les peuples d'Europe de l'Ouest ont résisté à l'appel des nouveaux tyrans et à l'attrait de leurs séduisantes idéologies. Vos nations ne sont pas devenues la terre d'accueil de nouvelles philosophies extrémistes; elles ont résisté à la tentation totalitaire. Les Européens ont choisi la démocratie, ce rêve que les fascistes n'ont pas réussi à détruire. Ils ont opté pour la liberté.

Aujourd'hui, nous rendons hommage aux chefs qui nous ont montré la voie — Churchill et Monnet, Adenauer et Schuman, De Gasperi et Spaak, Truman et Marshall —. Nous célébrons également les partis politiques libres qui ont contribué à cette réussite : les libéraux et les chrétiens démocrates, les sociaux démocrates, les travaillistes et les conservateurs. Ensemble, ils ont souqué ferme et le grand et puissant navire de l'Europe a levé l'ancre.

Si certains doutent de leur succès, qu'ils vous regardent. Dans cette salle sont réunis ceux qui combattaient il y a quarante ans dans des camps opposés; ils sont ici avec leurs fils et leurs filles. Aujourd'hui, vous travaillez ensemble pour diriger l'Europe, selon les principes de la démocratie. Vous avez laissé dans les décombres l'animosité et la haine. Il n'y a pas de plus grande preuve de la réconciliation et de l'unité pacifique de l'Europe que la présence de ces hommes et de ces femmes ici rassemblés.

Dans les années qui ont suivi la guerre, l'Europe a connu une croissance et une puissance formidables, une vitalité extraordinaire dans tous les domaines, dans le monde des idées, des beaux-arts, de la mode, de l'industrie et de la science. L'Europe était solide et vivante, et rien de tout cela ne tenait du hasard. C'était la conséquence logique de la liberté, le fruit naturel de l'idéal démocratique. D'Amérique, nous avons regardé l'Europe et lui avons donné ce nom qu'elle mérite : un miracle économique.

Et il nous eût été difficile de nous en étonner. Lorsque nous, Américains, pensons à l'héritage légué par l'Europe, nous avons tendance à penser aux influences culturelles et aux richesses ethniques que vous nous avez transmises. Mais la révolution industrielle qui a transformé l'économie américaine est venue d'Europe. Les phares intellectuels qui ont guidé notre système démocratique -Locke et Montesquieu, Hume et Adam Smith - sont venus d'Europe, de même que les génies qui ont introduit l'ère industrielle et technologique moderne je sais bien que vous savez tout cela, mais je citerai deux exemples. Alexander Graham Bell, dont la géniale invention exaspère tous les parents américains, car leurs enfants tiennent à téléphoner à leurs correspondants européens au lieu de leur écrire, était écossais. Quant à Guglielmo Marconi, cet Italien inventa la radio, procurant ainsi un emploi à un jeune homme de Dixon, dans l'Illinois, qui, par la suite, devait se lancer dans la politique - dois e ajouter qu'il s'agit de moi ? Alors tout est de la faute de Marconi.

La journée de demain marquera le trente-cinquième anniversaire du Plan Schuman qui devait aboutir à la création de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, premier élément de la construction de l'Europe unie. L'objectif du pool charbon-acier était de lier entre elles les productions industrielles française et allemande, ainsi que celle des autres pays européens, de manière si inextricable que la guerre entre eux deviendrait «non seulement impensable, mais qu'elle serait matériellement impossible». Ce sont là les paroles mêmes de Robert Schuman; la C.E.C.A. était l'enfant du génie de ce grand homme et je ne doute pas que, s'il était parmi nous aujourd'hui, il ajouterait : «Nous n'en sommes qu'au commencement!»

Je suis venu vous dire que, comme il y a quarante ans, l'Amérique souhaite toujours l'unité de l'Europe. Pour nous, une Europe puissante et unifiée n'est pas une rivale mais un partenaire plus fort. Dans la superbe «Déclaration d'Interdépendance» qu'il avait prononcée il y a vingt-trois ans dans l'Indépendance Hall de Philadelphie, John F. Kennedy avait fait de cet objectif l'un des piliers de la politique américaine de l'aprèsguerre; dans cette optique, le Nouveau Monde et l'Ancien étaient les deux colonnes jumelles appelées à soutenir la grande communauté démocratique. Pour nous autres Américains, l'unité européenne demeure l'une des forces essentielles au service de ce processus historique. Nous sommes en faveur de l'expansion de la communauté européenne; nous accueillons favorablement l'entrée de l'Espagne et du Portugal au sein de cette communauté car, par leur seule présence, ils renforcent l'Europe et une l'Europe plus puissante affermit tout l'Occident.

Pourtant, malgré le miracle économique européen, qui a apporté à tant d'individus une telle prospérité, malgré la clairvoyance de ses plus grands difigeants, malgré l'élargissement des frontières de la démocratie au sein de l'Europe elle-même, j'entends dire que l'humeur aujourd'hui est au doute. J'ai entendu citer des mots comme «europessimisme» ou «europaralysie». On m'a dit que l'Europe semble avoir perdu cette belle confiance en son destin qui avait dominé l'après-guerre. Si l'on a l'impression qu'une certaine qualité semble perdue, cela serait il en rapport avec le fait que d'aucuns, ces dernières années, ont commencé à mettre en question les idéaux et les croyances qui ont pendant des siècles guidé l'Occident ? Que d'autres en sont même venus à douter de la valeur morale et intellectuelle de l'Occident ?

Je voudrais aujourd'hui répondre au

moins partiellement à ces questions. Pour ce faire, il n'est point de lieu mieux indiqué que Strasbourg, cette ville où le jeune Goethe fut étudiant, où Pasteur a enseigné, où Hugo a rencontré sa muse. C'est une ville où l'on se pose des questions et où, mieux qu'ailleurs, l'on trouve les réponses. Certains d'entre nous éprouvent à son égard un profond attachement. Vous n'ignorez pas que notre Statue de la Liberté nous a été donnée par la France et que son créateur, Auguste Bartholdi, était un fils de France. Je ne sais si vous avez jamais examiné attentivement le visage de la statue, mais les immigrants arrivant dans le port de New-York scrutaient l'horizon dans l'espoir de l'apercevoir, comme si elle avait pu leur révéler l'avenir qui les attendait dans ce nouveau monde où ils allaient aborder. C'est un visage puissant et bon : celui de la mère de Bartholdi, une femme d'Alsace. Aussi, parmi les nombreux motifs de gratitude que nous, Américains, avons envers vous, figure cette Statue de la Liberté. Faite en Europe et érigée sur le sol américain, elle nous rappelle, non seulement les liens du passé, mais aussi les réalités du présent.

C'est vers ces réalités que doivent se porter nos regards pour dissiper les doutes quels qu'ils soient, qui nous assaillent quant au cours de l'histoire et à la place que sont appelés à y tenir les hommes et les femmes libres. Nous vivons dans un monde divisé, complexe, dangereux. Il est pourtant à même de nous procurer tous les biens spirituels et matériels dont nous avons besoin si nous avons le courage et l'assurance nécessaires pour relever le défi de l'histoire.

Nous, Occidentaux, devons nous montrer reconnaissants des biens dont nous jouissons : la paix, la prospérité et la liberté. Pour que nous soyons à même de les préserver au profit de nos enfants et de nos petits-enfants, les dirigeants actuels doivent faire preuve de la détermination et de la clairvoyance qui furent celles de Churchill, Adenauer, De Gasperi et Schuman. Ils devaient, quant à eux, reconstruire une Europe démocratique à l'ombre de la puissance soviétique. Notre mission, à certains égards encore plus redoutable, consiste à sauvegarder la paix, face à une Union soviétique encore plus puissante, instaurer une plus grande stabilité, dans nos rapports avec l'URSS et vivre ensemble dans un monde où puissent s'épanouir les valeurs auxquelles nous tenons.

Les dirigeants et les peuples de l'Europe d'après-guerre ont su tirer l'enseignement des échecs du passé. Ils ont appris qu'une politique de paix à tout prix nourrit l'agression et que la faiblesse passe aisément pour de la provocation. Pour notre part, nous pouvons tirer la leçon du succès de nos prédécesseurs. Nous savons qu'il est possible de décourager la guerre et l'agression et que les nations démocratiques sont capables de faire preuve de la détermination voulue, de consentir les sacrifices nécessaires et d'appliquer la politique cohérente indispensable pour rendre cette dissuasion crédible.

De 1949, date de la création de l'OTAN, jusqu'au début des années 1970, la dissuasion s'est montrée efficace face à l'agressivité soviétique. La puissance des économies occidentales, la vitalité de nos sociétés, la sagesse de notre diplomatie ont ensemble incité l'URSS à la modération, mais, à n'en point douter, c'est en fin de compte la puissance militaire — notamment la force nucléaire — dont disposait l'Occident pour défendre ses intérêts, qui a joué un rôle décisif en la matière.

Ce fut au début des années 1970 que les Etats-Unis perdirent, face à l'URSS, la supériorité dont ils jouissaient dans le domaine des armes nucléaires stratégiques et qui avait fait leur force dans l'après-guerre. Ce phénomène ne fut pas immédiatement perceptible en Europe. Mais, considéré à l'échelle planétaire, il se traduisit par un changement important et dangereux dans le comportement des Soviétiques qui se manifesta tout d'abord en Angola, en 1975, puis, devant l'inertie de l'Occident, en Ethiopie, au Sud-Yémen, au Kampuchea et, pour finir, en Afghanistan. L'URSS commença à prendre de plus grands risques et à étendre son influence en utilisant directement ou indirectement sa puissance militaire. Aujourd'hui nous constatons qu'elle entreprend des efforts similaires pour attiser les conflits régionaux d'Amérique centrale et en tirer profit.

L'inefficacité de la réaction occidentale face à l'aventurisme soviétique de la fin des années 1970 résulte de la conjonction de différents facteurs dont le moindre n'était pas la crise de confiance qui ébranla le monde politique américain à la suite de l'expérience vietnamienne. Les décisions des Soviétiques au cours des années d'après-guerre furent prises alors que l'Amérique jouissait d'une

écrasante supériorité stratégique, tandis qu'à la fin des années 1970 c'est dans un contexte de croissance de la puissance nucléaire soviétique et de stagnation de celle des Occidentaux que les étatsmajors américains, soviétiques et européens ont élaboré leur stratégie.

On pourrait en conclure que les pays occidentaux devraient rétablir cette supériorité nucléaire qu'ils avaient sur les Soviétiques et sur laquelle reposaient la sécurité et la stratégie de la période d'après-guerre. Telle n'est pas mon opinion. Nous ne pouvons ni ne devons perpétuellement chercher à construire notre paix et notre liberté sur la base d'arsenaux nucléaires toujours plus importants.

A court terme, nous n'avons pas d'autres possibilités que d'affronter les Soviétiques dans ce domaine, non pas pour obtenir une quelconque supériorité mais simplement pour rétablir l'équilibre. Il est donc essentiel que les Etats-Unis maintiennent dans chacun des trois domaines stratégiques de la triade — sur terre, sur mer ou dans les airs — une force nucléaire moderne et fiable, capable de survivre à une première frappe. Il est tout aussi important que la France et la Grande-Bretagne conservent et modernisent leurs forces stratégiques indépendantes.

Cependant, l'Union soviétique ne partage pas nos vues sur les éléments constitutifs d'un équilibre stable des forces nucléaires. Elle a choisi au contraire d'édifier un arsenal conçu de toute évidence pour lui assurer la première frappe et désarmer ainsi son adversaire. Elle s'oriente actuellement vers le déploiement de nouveaux missiles mobiles MIRVés dotés de toutes ces capacités, plus celle d'échapper à la détection, à la surveillance et aux vérifications effectuées au titre du contrôle des armements. Ce faisant, l'URSS agit contre la stabilité et elle mine les fondements de la dissuasion réciproque.

On peut imaginer plusieurs réactions possibles face à cette accumulation continue d'armements nucléaires. D'une part, nous pouvons demander à l'Union soviétique de réduire ses systèmes d'armes offensifs grâce à des mesures de contrôle équitables et vérifiables. C'est ce que nous nous efforçons d'obtenir à Genève. Jusqu'à présent, pourtant, nos interlocuteurs ne nous ont rien apporté de nouveau.

Une autre possibilité s'offre à l'Occi-

dent : accroître le rythme de son effort actuel de modernisation, non pour recouvrer une quelconque supériorité, mais simplement pour maintenir la parité avec les déploiements soviétiques en accélération constante. Mais est-ce bien là une solution acceptable ? Même à supposer que l'Occident puisse maintenir cette cadence, l'environnement stratégique qui en déroulerait serait beaucoup plus instable qu'auj ourd'hui. Devonsnous accepter que se poursuive la lutte incessante pour la suprématie nucléaire ? Je ne le pense pas. Il nous faut des garanties de paix plus solides.

Heureusement, il reste une troisième possibilité, qui consiste à contrecarrer l'accroissement incessant des armes soviétiques déstabilisatrices en mettant au point des systèmes de défense contre ces mêmes armes. En 1983, j'ai lancé un nouveau programme de recherches, l'Initiative de Défense stratégique.

L'état de la technologie moderne permettra peut-être bientôt, pour la première fois, d'utiliser des systèmes non nucléaires pour vaincre les missiles balistiques. Les Soviétiques eux-mêmes ont depuis long-temps reconnu la valeur des systèmes de défense et y ont énormément investi. En fait, depuis vingt ans, ils ont dépensé autant en armes défensives qu'en armes offensives.

Ce programme de recherches prendra du temps. En l'exécutant, nous demeurerons dans les limites actuellement imposées par les traités. Nous procéderons également à des consultations aussi étroites que possible avec nos alliés. Et lorsque viendra le temps des décisions quant à la production et au déploiement éventuels de ces systèmes, il nous faudra débattre et négocier sur ces questions avec l'Union soviétique, et nous ne manquerons pas de le faire.

A court comme à long terme, je suis convaincu que l'Ouest peut conserver une dissuasion militaire efficace. Mais il est certain que nous pouvons espérer mieux, en politique internationale, que le maintien d'un état de trêve particulièrement armée.

Au cours des années 1970, nous sommes allés très loin afin de limiter unilatéralement notre programme d'armements stratégiques, convaincus comme nous l'étions que l'Union soviétique se conformerait à certaines règles de conduite — tel le principe selon lequel aucun camp ne chercherait à s'adjuger un avantage unilatéral au détriment de l'autre. Les

efforts entrepris au début des années 1970 aboutirent à certaines améliorations en Europe, l'accord quadripartite sur Berlin en étant le meilleur exemple. Mais tous les espoirs d'une modération plus grande et plus durable dans la concurrence Est-Ouest ont sombré tandis que se déroulaient les événements que nous savons en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan et au Nicaragua.

La question qu'il nous faut résoudre aujourd'hui est la suivante : nos erreurs nous ont-elles servi à quelque chose et pouvons-nous nouer avec l'Union soviétique de nouvelles relations stables et pacifiques, basées sur une dissuasion efficace et sur une réduction des tensions ? Je pense que oui. Nous avons appris, je crois, qu'une coopération fructueuse avec l'Union soviétique doit s'accompagner d'une compétition réussie dans les régions — en particulier le tiers monde — où Moscou n'est pas encore prêt à agir avec modération.

Telles sont les réflexions qui ont guidé notre politique vis-à-vis de l'Union soviétique, qui s'inspire des principes suivants :

- Tout en maintenant la dissuasion afin de préserver la paix, les Etats-Unis s'emploieront constamment à réduire les tensions et à résoudre les problèmes dans leurs relations avec l'Union soviétique.
- Les Etats-Unis sont prêts à conclure des accords justes, équitables et vérifiables quant aux réductions d'armements, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires offensives.
- Les Etats-Unis insisteront pour que les accords signés dans le passé continuent d'être respectés, tant pour leur contenu propre que pour inspirer confiance dans les traités qui pourraient être signés à l'avenir.
- Les Etats-Unis ne cherchent à obtenir aucun avantage unilatéral à leur profit, mais ils ne sont pas prêts à accepter que l'Union soviétique s'en attribue d'une quelconque façon.
- Les Etats-Unis agiront en étroite consultation avec les alliés, car ils sont conscients que nos destins communs sont interdépendants et que notre action doit être solidaire.
- Les Etats-Unis ne cherchent pas à miner ou à modifier le système soviétique et ils ne cherchent pas non plus à mettre sa sécurité en danger. Mais, dans le même temps, ils s'opposeront à toutes les tentatives soviétiques en vue d'user de la force

à l'encontre d'autres nations, de les menacer de recourir à la force ou d'imposer leur système par la force.

Enfin, j'espère que les dirigeants de l'URSS en viendront à admettre qu'ils n'ont rien à gagner à tenter d'obtenir la suprématie militaire ou d'étendre leur domination par la force, mais qu'ils peuvent tirer un profit considérable s'ils se joignent à l'Occident pour réduire les armements et entrer dans la voie de la coopération.

J'ai demandé au Secrétaire d'Etat d'envisager, de concert avec l'Union soviétique, un vaste programme visant à résoudre les problèmes qui nous séparent. Cependant, au moment même où nous nous lançons dans une nouvelle série d'efforts afin d'instaurer un dialogue fructueux avec Moscou, divers incidents nous rappellent que nous nourrissons des conceptions essentiellement différentes sur l'humanité, les droits de l'homme et la valeur de la vie humaine. Le meurtre du commandant Nicholson commis par un soldat soviétique en Allemagne de l'Est et le refus de l'URSS d'accepter la responsabilité de cet acte n'est que le dernier en date de ces rappels.

Si nous voulons réussir à atténuer les tensions entre l'Est et l'Ouest, il nous faut trouver les moyens de nous prémunir contre l'usage arbitraire de la force, capable d'entraîner la mort de personnes, comme dans le cas du commandant Nicholson, ou de groupes, les passagers d'un avion de ligne, par exemple.

C'est pour cette raison que je souhaite esquisser devant vous aujourd'hui les grandes lignes de ce qui me semble être une bonne manière de procéder. Je propose que les Etats-Unis et l'Union soviétique prennent quatre mesures pratiques:

Premièrement, que nos deux nations prennent régulièrement l'habitude d'échanger des observations lors des exercices ou manoeuvres et sur les lieux de ces manoeuvres. Nous organisons ce genre d'échanges avec de nombreux pays au bénéfice mutuel des intére és.

Deuxièmement, il me raît souhaitable que des rencontres entre dirigeants américains et soviétiques soient organisées afin d'étudier les problèmes qui se posent. Mais je suis aussi convaincu que des contacts plus fréquents entre les chefs militaires des nations alliées seraient extrêmement profitables. En conséquence je propose d'organiser des rencontres régulières à un haut niveau entre les chefs militaires soviétiques et américains, afin

d'instaurer une meilleure compréhension et d'éviter tout risque potentiel de tragédie.

Troisièmement, j'invite instamment les membres de la Conférence sur le Désarmement eu Europe à agir promptement et à s'entendre sur les mesures concrètes propres à instaurer la confiance qui ont été proposées par les nations de l'OTAN. Les Etats-Unis sont disposés à discuter d'un engagement de non-recours à la force, dans le cas où l'Union soviétique accepterait des mesures concrètes propres à instaurer la confiance.

Quatrièmement, je suis convaincu qu'un lien de communication entre militaires serait d'une grande utilité dans ce domaine particulièrement sensible de nos relations. Par ce canal pourraient s'échanger tous avis ou informations se rapportant aux malentendus ou aux erreurs d'interprétation qui peuvent survenir dans le cours des activités usuelles. Avec le temps, cela pourrait devenir un mécanisme de réduction des risques qui permettrait une communication et des échanges rapides en période de crise.

Ces propositions ne sont pas des panacées capables de résoudre tous nos problèmes actuels et elles ne permettront pas de compenser l'hécatombe que nous avons connue. Toutefois, quelle qu'ait été l'ampleur effroyable des événements passés, il serait plus terrible encore de ne pas tenter, faute de contacts et de rencontres, d'éviter la répétition de tragédies plus effroyables encore.

Nous autres Occidentaux avons fort à faire, et nous devons travailler en commun. Nous devons rester unis face aux tentatives visant à nous diviser; nous devons rester forts face aux manoeuvres tendant à nous affaiblir. Nous devons nous rappeler que notre unité et notre force ne sont pas simplement le fruit d'une identité de vues entre des pays alliés. C'est la conséquence naturelle d'un amour commun pour la liberté.

Nous ne nous faisons guère d'illusions sur la possibilité d'une convergence entre le système communiste et les sociétés libres de l'Occident. Nous prévoyons une compétition idéologique de longue durée. Il nous appartient à nous Occidentaux de décider si oui ou si non nous mobiliserons les ressources, les idées et l'aide nécessaires pour rivaliser avec l'Union soviétique dans le tiers monde. Nous avons beaucoup de choses en notre faveur, notamment l'expérience des Etats qui ont tenté d'appliquer le

régime marxiste et qui veulent changer de système.

Nous ne souhaitons imposer notre mode de gouvernement à quiconque et nous n'avons pas de recettes miracles pour guérir tous les maux. Mais nos idéaux de liberté et de démocratie, nos systèmes économiques ont montré qu'ils étaient capables de satisfaire les besoins de notre peuple. Nos adversaires ne peuvent offrir à leur population que la stagnation économique et le pouvoir corrompu d'un Etat et d'une bureaucratie partisane incapables, en fin de compte, de combler ses aspirations matérielles et spirituelles.

Je tiens à réaffirmer devant les Européens la constance du dessein américain. Nous nous sommes tenus à vos côtés tout au long de deux longues guerres. Nous avons été avec vous pendant quarante années d'une paix parfois difficile à sauvegarder. Nous sommes à vos côtés aujourd'hui car, comme vous, nous sommes toujours attachés aux idéaux de l'Occident : la liberté, l'indépendance et la paix. Ne permettons à personne d'en douter.

Les Etats-Unis ne sont pas seulement attachés à leur association avec l'Europe – notre pays souhaite que soit recréée une Europe *européenne* plus vaste et plus authentique. Il désire viyement voir cesser la division artificielle de l'Europe.

Nous ne refusons à aucune nation son droit à la sécurité. Nous partagons les aspirations de tous les peuples d'Europe; liberté, prospérité et paix. Mais lorsque des familles sont séparées et que les populations ne sont pas autorisées à maintenir des contacts normaux sur les plans humain et culturel, il se crée une tension internationale. Il ne peut y avoir de paix durable et sûre que dans un système où tous les Etats jouissent pleinement de leur souveraineté et de leur sécurité.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons et encourageons le mouvement en faveur des idéaux sociaux, humanitaires et démocratiques en Europe. Ce n'est pas une question de frontières, il s'agit de protéger le droit dont dispose toute nation de conduire ses affaires selon les voeux de son peuple. Comme les autres, le problème de la division de l'Europe doit être résolu par des moyens pacifiques. Proclamons à nouveau notre attachement au respect total de l'Acte final d'Helsinki, sous tous ses aspects.

Dans notre désir d'encourager la démocratie, n'oublions pas que chaque pays doit lutter pour elle dans les limites de sa culture; les démocraties naissantes ont des problèmes particuliers et, à ce titre, elles ont besoin d'une aide spéciale. Ces nations dont les institutions démocratiques sont toutes neuves et qui n'ont pas encore en elles une confiance profondément ancrée ont besoin de nous. Il faut qu'elles bénéficient d'une communauté de fait avec leurs pairs, les autres pays démocratiques vers lesquels elles pourront se tourner si elles souhaitent un soutien ou simplement un conseil.

Dans le discpurs que j'ai prononcé devant le Parlement britanique en 1982, j'ai dit qu'il fallait que les gouvernements démocratiques répandent à travers le monde leur message de démocratie. J'ai déclaré soutenir l'effort du Conseil de l'Europe en vue de réunir à cet effet les délégués provenant des 21 nations. Le résultat de cette conférence, l'«Initiative de Strasbourg», est très encourageant.

Dans notre pays, nous avons lancé un grand effort visant à renforcer et à promouvoir les idéaux et les institutions démocratiques. Suivant un schéma adopté tout d'abord par la République fédérale d'Allemagne, le Congrès des Etats-Unis a approuvé la création d'un Fonds national pour la Démocratie. Cette organisation a mis sur pied des instituts du travail, des affaires et de la politique qui se consacrent à des programmes de coopération avec les forces démocratiques à travers le monde. J'espère que les autres démocraties se joindront à cet effort et apporteront à cette cause leur sagesse et leurs talents.

Vous avez créé en Europe occidentale une communauté démocratique multinationale garantissant la libre circulation des personnes, de l'information, de la culture et des biens. Tous les citoyens de vos pays sont libres de se déplacer comme ils l'entendent, libres de partager leurs idées et leur civilisation. Je nourris l'espérance, notre commune espérance, que, en ce vingt-et-unième siècle, dans quinze années seulement, tous les Européens, de Moscou à Lisbonne, seront libres de circuler sans passeport et que ce flot de citoyens et d'idées entraînera tout le reste de l'Europe. Je forme le souhait fervent qu'en ce nouveau siècle, il n'y ait qu'une seule Europe libre.

Je ne crois pas ceux qui m'ont dit que les peuples d'Europe se sentaient paralysés ou pessimistes. Et je voudrais leur dire ceci: Europe, très chère Europe, tu es plus grande que tu ne le penses. Tu es

### VOYAGE EN ABSURDIE

la gardienne des trésors de la pensée et de la culture occidentales, tu as engendré ses idéaux et sa foi.

Tu es la puissance et la gloire de l'Occident, et ta réussite morale est éclatante. Au milieu des horreurs qui sont suivi la Seconde Guerre mondiale, tu as refusé le totalitarisme, tu as su rejeter la tentation du nouveau Superman, comme celle du Nouvel Homme communiste. Tu as montré par là même que ton triomphe était d'ordre moral.

Hommes de l'Occident vous formez une Europe sans illusions, une Europe fortement enracinée dans les idéaux et les traditions qui ont fait sa grandeur, une Europe libre, dégagée de tous liens avec une idéologie en faillite. Vous formez aujourd'hui une Europe nouvelle. prête à accueillir le nouveau siècle - une communauté démocratique qui peut revendiquer de nombreux titres de gloire.

Nous avons beaucoup à faire. La tâche qui nous attend n'est pas sans parenté avec la construction d'une grande cathédrale. Le travail est long, difficile et ardu. Les générations se le transmettent avec orgueil. Et ce n'est pas seulement la tâche des dirigeants mais celle de tout un chacun. A mesure qu'elle s'édifie, la cathédrale se modifie, car chaque génération ajoute à l'oeuvre sa vision des choses mais l'idéal demeure constant et la foi perdure. Les résultats ne se montrent que lentement, mais nos enfants et nos petits-enfants continueront à bâtir dans les airs les arcs et les tours ébauchés et ils sauront reconnaître la foi et le dévouement qui en avaient esquissé le contour. Mes amis, l'Europe est cette cathédrale et le signal qu'elle transmet est toujours aussi éclatant.

Et si vous doutez de votre volonté, de votre force et de votre aptitude à lutter pour un idéal, alors pensez à tous ces gens d'il y a quarante ans - à ceux qui pleuraient dans les ruines, à ceux qui riaient dans les rues, à ceux qui défilaient dans toute l'Europe, à ceux qui acclamaient la Marseillaise sur les boulevards. Une telle flamme ne s'éteint pas; elle ne saurait périr; on ne la fera pas disparaître. Elle renferme trop d'espoirs à venir.

Je vous remercie tous de m'avoir écouté avec tant de bonne grâce en ce grand jour. Merci et que Dieu vous bénisse.

majorité écrasante ils ont rejeté l'indépendance et affirmé leur volonté de rester unis à la France. Ils ont même élu Gouvernement-local, comprenant cinq européens et cinq mélanésiens ou polynésiens et présidé par M. Dick Ukeiwe, mélanésien.

Croyez-vous que les socialistes ont cédé devant l'évidence de leur échec ? Pas du tout et c'est ici que l'absurde le dispute à l'odieux. Le Gouvernement Français a envoyé sur place un délégué chargé d'ignorer le Gouvernement local légitimement élu et désireux de maintenir les liens avec la France et de privilégier les minoritaires décidés à rompre avec elle.

Il est douteux qu'il ait déià existé dans l'histoire de l'humanité une mission aussi absurde et aussi odieuse : c'est une «première».

Puisse-t-elle faire honte aux Français pour qu'ils y mettent fin ! Le plus tôt sera le mieux.

C'est probable. Toujours est-il qu'ils ont repoussé avec vigueur le cadeau empoisonné que leur offraient les Socialistes. Dans un vote sans équivoque et à une

Jean COVILLE

Le siège de l'Association «France-Nouvelle Calédonie», que nous avons déjà recommandée à nos lecteurs, a été transféré du 12 rue St. Florentin 75001 Paris au 1 rue de Stockholm 75008 Paris.

L'article ci-dessous a été publié en mars dernier dans «l'Avenir français», journal de la Démocratie Chrétienne française. Il a gardé toute son actualité, à une exception près : le délégué de la France dont il est question dans cet article à été déchargé de ses fonctions et remplacé par un personnage plus sympathique. Mais la politique suivie sera-t-elle différente ? Rien ne permet de l'affirmer.

En Nouvelle-Calédonie on se croirait au rovaume d'absurdie.

Cette ile est deux fois plus grande que la Corse et deux fois moins peuplée que celle-ci, qui déjà ne l'est guère. C'est dire qu'on ne s'y bouscule pas et qu'il y a de la place pour tous ceux qui s'y trouvent.

Quels sont-ils ? Très divers. Des aborigènes, d'origine mélanésienne, constituent environ un tiers de la population, des Européens venus de France ou d'Afrique du Nord forment un autre tiers, le troisième étant constitué d'éléments très variés : Polynésiens, Vietnamiens, Japonais, etc . . .

Tout ce monde vivait en paix jusqu'à l'arrivée des Socialistes et des Communistes au Pouvoir. A ce moment tout change: il fallait bien supprimer les dernières séquelles de l'horrible «colonialisme». C'est à quoi se sont employés les Socialistes en Nouvelle-Calédonie, avec l'appui chaleureux des Communistes, trop heureux de voir apparaître une proie possible pour leurs amis de Moscou, qui en sont dépourvus - les pauvres - dans le sud du Pacifique.

Les Socialistes ont donc décidé, sans se soucier de l'opinion des habitants de la Nouvelle-Calédonie, qu'il fallait donner l'indépendance à la «Canaquie socialiste». Manque de chance : celle-ci n'existe pas. Il n'y a même pas de Canaquie du tout, ni socialiste ni autre. Il n'y a pas un peuple canaque, mais des tribus d'origine canaque très hostiles entre elles et qui s'entretuaient (et même s'entredévoraient car elles étaient antropophages) jusqu'à l'arrivée des Français.

Ceux-ci y mirent bon ordre, comme ils le firent en Indochine, au Tchad ou ailleurs, où les massacres ont repris allègrement depuis leur départ.

Les habitants de la Nouvelle-Calédonie pressentent-ils le sort qui les attend? UNE REMARQUABLE EXPOSITION AU GRAND PALAIS A PARIS

> LES AUTHENTIQUES MANUSCRITS DE LA MER MORTE

Cette exposition, ouverte le 6 juin, sera close le 28 juillet. Elle a pour thème «de la Bible à nos jours : 3.000 ans d'art.»

Des fragments authentiques des manuscrits de la Mer Morte y sont exposés.

Nous reviendrons sur cette manifestation d'amitié franco-israelienne dans notre prochain numéro.

## Société d'Encouragement au Bien

Siège social : 7, rue Guy Patin, 75010 PARIS - Tél. 280-53-31 - C.C.P. Paris 1188 01

#### ACTUALITE DE LA S.E.A.B.

On parle beaucoup de «nouveaux pauvres». Mais la pauvreté n'est pas chose nouvelle. En fait des hommes et des femmes, chaque jour plus nombreux, ne peuvent plus guère espérer de secours que des oeuvres privées et des municipalités dont les ressources vont hélas en diminuant. Voilà la triste nouveauté! Face à ce drame, notre association ne peut que répéter: «Soyez généreux!»

Certains de nos lauréats disent : «Je fais si peu, ce n'est pas la peine d'en

#### S.O.S AMITIE

Notre amie Marie VANDER-ELST se rappelle au bon souvenir de ses nombreux amis.

Elle fut une admirable militante au sein du M.R.P., exerçant de hautes responsabilités, vice-présidente de la Fédération du Nord. Ce département obtint 7 députés M.R.P. le 2 Juin 1946. Marie Vander-Elst figurait sur la liste conduite par Maurice Schumann dans la 2e circonscription. Membre du Comité National, elle fut membre fondatrice des Equipes Ouvrières Nationales.

Depuis le 2 Novembre 1967, à la suite d'une attaque d'hémiplégie, elle est paralysée du côté gauche. Son mari qui, lui aussi, fut un remarquable militant syndicaliste est décédé le 31 Août 1977.

Surmontant sa douleur et son chagrin, notre amie, aujourd'hui constamment allongée, arrive, à force de courage, de persévérance, à l'aide de 2 doigts de la main droite, à taper une lettre à la machine à écrire.

C'est pourquoi nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et qui ont pu apprécier sa gentillesse et son dévouement de lui exprimer leur gratitude en lui adressant une correspondance.

Voici son adresse:

Marie VANDER-ELST 11 Beau Séjour CAMPHIN EN PEVELE 59780 BAISIEUX Téléphone (20) 54.08.46

Merci

R. DOBIGNY

parler». Mais si, cela vaut la peine d'en parler. Nous devons proclamer que toute aide, même modeste, a son importance, qu'aucun effort n'est vain, et ainsi contrebalancer l'influence parfois démoralisante des grands médias.

Cette position, la S.E.A.B. l'a toujours défendue. Il y a quelques années, on accueillait notre message avec ironie. On nous jugeait d'une autre époque. Nos principes moraux paraissaient dépassés. Dépassés par quoi ? Par les préoccupations égoistes, par la fascination pour le crime et la violence, ou par la crainte de paraître ridicule en parlant du Bien ?

Aujourd'hui, nous avons l'agréable surprise d'entendre nos détracteurs d'hier affirmer que, pour guérir notre société des maux qui l'accablent, il faut d'abord offrir à la jeunesse d'autres exemples que ceux étalés quotidiennement à la page des faits divers.

Au fond, ces gens avaient raison. Nous étions d'une époque qui n'était pas le passé, mais le futur!

Alain POHER

Adhérez à la S.E.A.B, et demandez à vos amis de la rejoindre.

Signalez-lui ceux qui se dévouent, ceux dont on ne parle pas et à qui l'on dit rarement merci.

Vous aiderez à donner du monde une autre image : celle de l'effort, du dévouement, du courage et de la fraternité.

#### 1880 . . . VICTOR HUGO ECRIVAIT AU FONDATEUR DE LA S.E.A.B.

«J'ai déjà pris, Monsieur, plusieurs billets pour votre fête charitable du 19 avril. Cependant je ne veux pas répondre à votre honorable et gracieuse lettre autrement que par une acceptation et je vous serais obligé de me faire tenir un billet d'entrée (on me trouvera chez moi à midi).

Recevez, je vous prie, l'assurance de mes sentiments très distingués.»

PALMARES 1984

Les Français, souvent accusés d'égo isme, ont à l'occasion de la terrible famine qui décime les peuples du Sahel et de l'Ethiopie, fait preuve d'une solidarité exemplaire. Leur générosité a permis d'organiser de nombreuses opérations de secours. Participait à l'une d'entre elles, avec toute la gentillesse et la chaleur humaine que nous lui connaissons, Max MEYNIER, titulaire depuis 1979 de notre médaille de vermeil. Ces circonstances exceptionnelles ne doivent pas nous faire oublier, et ce sont les mêmes, ceux qui se dévouent et oeuvrent pour le Bien jour après jour. Plus de neuf cents d'entre eux figurent à notre palmarès. Voici quelques exemples.

M. D., malgré la trépanation qu'il a subie, se consacre au prix de durs efforts à la caisse des écoles et à l'accueil des jeunes du patronage de son quartier. Mme B., affrontée à de très graves difficultés, a su, avec courage et persévérance, rendre vie à la section de la Croix Rouge de sa ville.

On parle beaucoup des «bavures policières», mais pas assez d'actes comme celui de cet agent de la Police de l'Air et des Frontières qui, spontanément, a pris la place d'une jeune femme que de dangereux malfaiteurs voulaient emmener en otage. Ou celui d'un restaurateur, M. S., qui, voyant un bandit ouvrir le feu sur des policiers, l'attaqua à mains nues et le désarma au risque de sa vie.

Une autre lauréate de notre «Palme du Courage», et la benjamine de notre palmarès, est une petite fille de douze ans qui, par son courage et son sang-froid, a sauvé de la noyade un de ses camarades âgé de huit ans.

#### NOUVELLES DE L'ASSOCIATION

Cette année encore, l'Académie Française a décerné l'un de ses prix à notre association et l'Institut vingt prix de fondation à nos lauréats.

Nos diplômes et nos médailles ont été remis au cours de cérémonies qui se sont déroulées à Lambersart, Saint Louis de Provence, Echirolles, l'Isle Adam, Pleyber Christ, Toulouse, Pelissane, Perpignan et Bordeaux. Notre cérémonie nationale s'est tenue à Vincennes, présidée par M. Poher, en présence de nombreuses personnalités.

La S.E.A.B. était présente aux manifestations organisées par les orphelinats de la Police et ceux des Chemins de Fer, la Corbeille d'Argent et bien sûr les Charitables du Pas de Calais.